L'enseignement du FLE en Algérie : entre les aspirations du système éducatif et la réalité du terrain

Résumé

Une cinquantaine d'années après l'indépendance de l'Algérie et après l'application de divers textes de lois relatifs à généraliser l'usage de l'arabe dans presque tous les secteurs, le français demeure, non uniquement, utilisé mais connaît dans quelques domaines une grande extension. En effet, la politique de l'arabisation a débuté par l'école et elle avait pour ambition de remplacer la langue française, imposée par la colonisation, par la langue arabe qui occupe le statut de langue officielle. Cette volonté de renforcer l'enseignement de l'arabe s'est récemment manifestée à travers des mesures qui ont été prises par le ministère de l'éducation nationale en Algérie et que nous verrons à travers notre exposé.

Depuis 2003, la réforme qu'a connue le système éducatif algérien tend à s'ouvrir aux langues étrangères, à la science et aux autres cultures tout en préservant les principales composantes de l'identité nationale. Le français a eu également sa part de la réforme. Cela nous conduit à un ensemble de questionnements : Quelles sont les nouvelles mesures qui ont été prises afin de développer l'enseignement du FLE ? Et à quels problèmes a été confronté cet enseignement en Algérie ? Certes, le processus d'arabisation en Algérie s'est effectué d'une manière progressive et la langue arabe a été revalorisée, mais l'Algérie pourrait-elle se passer de la langue française ? Nous tenterons à travers cet article d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations.

Mots clés : enseignement du FLE, politique d'arabisation, réforme, langue officielle, langue étrangère.

ملخص

تعليم الفرنسية كلغة أجنبية: بين تطلعات النظام التعليمي والواقع الميداني

بعد 50 سنة من استقلال الجزائر وبعد تطبيق نصوص قانونية مختلفة تتعلق بتعميم استعمال العربية في كل المجالات تقريبا، تبقى الفرنسية مستعملة بل وتعرف في الميادين انتشارا واسعا. بدأت سياسة التعريب في الواقع من المدرسة وكان هدفها استبدال اللغة الفرنسية التي فرضها الاحتلال باللغة العربية باعتبارها اللغة الرسمية. هذه الرغبة في تدعيم تعليم العربية تجسدت مؤخرا من خلال بعض التدابير المتبعة من طرف وزارة التربية الوطنية بالجزائر والتي سنتطرق إليها من خلال هذا العرض.

يهدف الإصلاح الذي عرفته المنظومة التربوية في الجزائر منذ 2003 إلى التفتح على اللغات الأجنبية وعلى ثقافات أخرى مع التمسك بالعناصر الأساسية للهوية الوطنية. نالت الفرنسية بدورها حصة من الإصلاح وهذا يقودنا إلى مجموعة من التساؤلات: ما هي الإجراءات الجديدة المتخذة لتطوير تعليم الفرنسية كلغة أجنبية؟ وما هي المشاكل التي واجهت ذلك؟ من المؤكد أن عملية التعريب في الجزائر تمت بالتدرج وتم إثرها إعادة الاعتبار للغة العربية ولكن هل من الممكن الاستغناء عن اللغة الفرنسية؟ سنحاول من خلال هذا المقال الإجابة على هذه الأسئلة.

كلمات مفتاحية : تعليم اللغة الفرنسية كلغة أجنبية، سياسة التعريب، إصلاح، لغة رسمية، لغة أجنبية.

Abstract

Although it has been fifty years now since the independence of Algeria, and the implementation of various legislative texts designed to generalize the use of Arabic language in almost all sectors, French language remains not only used but also widespread in many fields. Indeed, the arabization policy has begun in school and had the ambition to replace French language, which was imposed by the colonization, with Arabic, having currently the status of official language. This desire to reinforce Arabic teaching is revealed through different measures set up by the ministry of national education. These latter will be discussed in our paper.

Since 2003, the reform witnessed by the Algerian education system has tended to open up to foreign languages, science and other cultures by preserving the main components of the national identity. In fact, French language has also had its share of the reform and this leads us to a host of questions: what are the new measures taken to develop FLS/FLE teaching? And what problems are faced by this kind of teaching in Algeria? Despite the fact that the process of arabization in Algeria has progressively taken place and Arabic has been upgraded, could Algeria do without French? We will attempt to answer these questions through the present paper.

Key words: FSL (FLE) teaching, Arabization policy, reform, official language, foreign language.

Introduction

A l'image des diverses nations, l'Algérie n'a pas pu échapper aux différents changements qu'a connus le monde. Cela a eu pour conséquence que l'enseignement/apprentissage du FLE s'est imposé et a pris également une place privilégiée à l'école et dans la société algérienne.

C'est justement la raison pour laquelle le projet ayant pour finalité d'arabiser de manière générale divers secteurs tel l'éducation, l'administration,..., tout en repoussant d'autres langues étrangères particulièrement le français et en centrant l'attention sur « l'arabe classique » ou « l'arabe institutionnel » selon la désignation de Dalila Morsly¹, est en réalité un projet de généralisation d'un outil linguistique extérieur aux pratiques linguistiques habituelles en Algérie. Le problème dans un cas pareil ne réside pas dans la langue utilisée mais plutôt dans le fait de connaître les conditions dans lesquelles se fait cet apprentissage et quelles interactions lui permettent-il de se développer et s'il porte effectivement ses fruits, que ce soit au niveau institutionnel ou social ?

Ayant pour objectif d'adapter les contenus enseignés aux exigences et aux besoins de l'école et de la société, le système éducatif algérien avait visé un objectif difficile qui consiste à réviser les contenus des programmes enseignés.

¹Morsly, D. « Paroles de femmes en textes. De la mise en écriture de l'insécurité linguistique des femmes ». In, *Expressions*, Revue du département de langues, Université Mentouri, Constantine, Algérie. Actes du colloque international : Des femmes et des textes dans l'espace maghrébin, 21-23 Mai 2000, p.45

Nous verrons, dans cet exposé, sur quoi a porté la réforme du système éducatif afin de s'ouvrir aux échanges internationaux et aux différentes langues étrangères tout en veillant à promouvoir les principes de base de l'identité nationale.

Le français en Algérie : entre la société et le système éducatif

L'étude des langues en présence dans le contexte algérien démontre qu'il est possible de différencier ces différentes langues en se référant à leurs structures, à l'histoire, à leur degré d'usage ou à leurs fonctions sociolinguistiques.

Il est clair que la diversité linguistique en Algérie a été à l'origine de divers conflits linguistiques qui ont fait d'elle une source riche de recherches et de questionnements.

Si nous nous demandons quelle langue parlent réellement les algériens, nous dirons que leurs réactions dépendent de leurs besoins. C'est en fait le besoin de l'emploi d'une langue qui détermine sa « fonctionnalité » et l'importance de sa maîtrise. L'exemple donné par Mouloud Mammeri² illustre parfaitement nos propos. L'auteur dit :

Un algérien moyen qui travaille à Alger, un berbérophone, par exemple. La matinée, quand il se lève, chez lui il parle berbère. Quand il sort se rendre à son travail, il est dans la rue, la langue la plus communément employée c'est l'arabe algérien. Il devra donc connaître ou posséder au moins en partie ce deuxième instrument d'expression. Quand il arrive à son travail, la langue officielle étant l'arabe classique, il est tout à fait possible qu'il ait des pièces qui lui arrivent dans cette langue et qu'il va devoir lire. Il lui faudra donc posséder peu ou prou l'usage et l'utilisation de cette langue. Une fois passé ce stade officiel, le travail réel se fait, en général, encore actuellement en français.

Cela veut donc dire que les algériens font recours à diverses langues selon le contexte.

Insistant sur l'importance de l'apprentissage d'une langue, Jean-Pierre Cuq³ précise que : « *la langue est le lieu où se focalisent les lignes de force de l'individu* ». A cet effet, il est normal que l'école accorde une importance à l'apprentissage des langues étrangères notamment le français.

Le français dans la réalité algérienne

En Algérie, le français reste une langue de communication qui connaît un usage large. Cette langue bénéficie d'un statut important dans le contexte algérien, ce qui explique sa présence dans divers secteurs : éducatif, économique, social et médiatique.

Même la tentative du ministère de l'éducation pour introduire l'anglais comme première langue étrangère au lieu du français et de l'enseigner dès le primaire a été vouée à l'échec.

²M. Mammeri. « L'expérience vécue et l'expression littéraire en Algérie ». In, *Culture vécue, culture du peuple, Dériver*, n°49, 1985, Montréal, p.135

³ Cuq, J.-P. *Dictionnaire de didactique du français*. CLÉ International, 2003, p. 141.

Dans le même sens et à propos du français, auquel un courant arabiste partiel entend substituer l'anglais, Foudil Cheriguen⁴ précise : « *Un tel point de vue semble plus relever du mythe que d'un projet réaliste, encore moins réalisable à court et à moyen terme* ». L'auteur ajoute « *qu'une telle idée, qui n'est même pas originale, procède d'un alignement sur les pays arabes du Moyen-Orient qui utilisent l'anglais et dont l'histoire linguistique n'est pas celle du Maghreb* ».

Parlant de la situation linguistique en Algérie, Bouhadiba, F. souligne qu'il est important que cette diversité linguistique soit utilisée « *comme support pour la mise en valeur et le maintien d'un bilinguisme scolaire qui stimule l'esprit créatif de l'individu* »⁵.

Il est important de noter que la situation linguistique en Algérie représente un véritable paradoxe parce que l'usage de la langue et particulièrement le français varie selon la région habitée (au Nord, au Sud,...) et aussi selon le milieu où la langue est pratiquée (la maison, l'école, le travail, la rue,...). Cette situation a eu pour effet que les différentes institutions que ce soit de l'enseignement ou celles de la fonction publique se trouvent le plus souvent partagées entre les deux langues : le français et l'arabe.

Il faut signaler que cet état est à l'origine de nombreuses difficultés spécialement pour un nombre important de nouveaux diplômés qui se retrouvent dans une situation de déstabilisation : d'une part parce qu'ils ont effectué leurs études que ce soit scolaires ou universitaires en arabe alors qu'une fois sur le terrain, ils sont en face d'une autre langue (le français) qui demeure la langue dominante du marché et du travail.

Le problème se pose également pour un grand nombre d'étudiants qui ont eu leur baccalauréat avec mentions (bien ou très bien), alors qu'ils sont le plus souvent incapables de s'inscrire dans certaines facultés particulièrement la pharmacie et la médecine, tout simplement parce qu'ils ne maîtrisent pas le français étant donné que leur scolarisation a été en langue arabe, tandis que les enseignements dans les facultés précédemment citées sont dispensés uniquement en langue française. A ce sujet Sebane Mounia Aicha dit :

*Ces étudiants sont en effet confrontés à un moment donné de leur cursus, à des situations complexes comme lire de la documentation en langue française en vue de la préparation d'un cours ou d'un exposé dans cette langue, écouter un cours magistral, comprendre l'énoncé d'un problème ou bien résumer un cours. Mais également produire un écrit dans cette langue. Les étudiants se trouvent donc dans l'incapacité de construire des connaissances dans leur domaine via cette langue*⁶.

⁴ Cheriguen F. « Politiques linguistiques en Algérie ». Vol.52, n°1, 1997, p.66

⁵ Bouhadiba, F. « Continuum linguistique ou alternances de codes? ». In, *Cahiers de linguistique et didactique*, 2002, Alger, Dar Elgharb, p.13

⁶ Sebane, M-A. *L'effet de deux modalités de prise d'informations sur la compréhension et la production d'un texte explicatif en FLE chez les étudiants de magistère d'économie*. 2008. Thèse en didactique. Université Ibn Badis –Mostaganem. p.30

Cette situation fait qu'au niveau scolaire, les apprenants sortent des institutions scolaires ne maîtrisant en réalité aucune des langues enseignées. Ce constat a été fait par de nombreux chercheurs⁷.

Parlant de la situation linguistique en Algérie, Khaoula Taleb Ibrahimy, dans une intervention⁸ pour le Jour d'Algérie, dit : « *En Algérie, la question linguistique a toujours été politisée alors qu'elle touche à l'identité nationale et à l'histoire du pays ! Aujourd'hui, si l'on veut résoudre le problème, nous devons nous libérer de l'idéologisation* ».

Donc, selon la linguiste, il est important que les différentes « prises de positions politiques » soient dépassées afin de trouver une solution aux conflits linguistiques qui se posent en Algérie.

L'Algérie, un système éducatif en mouvement

Depuis l'indépendance, l'Algérie a placé le secteur de l'éducation nationale au centre de ses intérêts. Par conséquent une partie considérable de moyens a été mobilisée afin de développer ce secteur vu sa grande portée.

Après l'indépendance, un projet réformiste a été élaboré et il avait pour ambition « *la restructuration rapide de la civilisation arabo-musulmane en Algérie* »⁹.

La politique de l'arabisation

L'arabe est la langue nationale et officielle en Algérie. Cette langue fait parti des éléments constituant l'identité nationale algérienne. C'est dans cette langue que les enseignements se font dans toutes les disciplines et à tous les niveaux de l'éducation, que ce soit dans les institutions publiques ou privées. De ce fait, elle occupe une place privilégiée, comme le précise l'ex-ministre de l'éducation nationale, et toutes les mesures qui visent « *sa promotion et son renforcement font l'objet d'une attention particulière, de la mobilisation de toutes les ressources nécessaires et d'un suivi minutieux* »¹⁰.

⁷Grandguillaume, G. « Les langues au Maghreb : des corps en peine de voix ». In, *Esprit immobilisme au Maghreb*, Octobre 2004, p.96

⁸Irane, B. « Khaoula Taleb Ibrahimy aborde le problème linguistique en Algérie ». [En ligne]. In, *Le Jour d'Algérie*. Publié dans Fédéralisme/autonomie, samedi 30 mai 2009. Disponible sur : iflisen2008.over_blog.com/article-32036913.html. (Consulté le 2 décembre 2009).

Disponible sur : iflisen2008.over_blog.com/article-32036913.html. (Consulté le 2 décembre 2009).

⁹Yelles, Y. « Pour en finir avec le patrimoine ? Production identitaire et métissage dans le champ culturel algérien ». In, *Revue Insaniyat*, n°12, Oran, CRASC, 2002, pp.20-21

¹⁰Benbouzid, B. *La réforme de l'éducation en Algérie. Enjeux et réalisations*. Alger : Casbah Editions, 2009. p.52

La politique de l'arabisation a débuté alors par l'école et elle avait pour ambition de remplacer la langue française, imposée par la colonisation, par la langue arabe qui occupe le statut de la langue officielle et nationale en Algérie.

Après l'indépendance politique de l'Algérie et bien que les moyens aient manqué, l'Algérie s'est fixé pour objectif d'affirmer l'identité arabe du peuple algérien, c'est pourquoi elle a œuvré pour la revalorisation de l'arabe considéré comme langue officielle et nationale en Algérie. A ce sujet, Taleb-Ibrahimi Khaoula dit : « *L'arabisation est devenue synonyme de ressourcement, de retour à l'authenticité, de récupération des attributs de l'identité arabe qui ne peut se réaliser que par la restauration de la langue arabe, récupération de la dignité bafouée par les colonisateurs* ». ¹¹

Dans tous les secteurs de l'activité nationale (enseignement, administration, entreprises publiques et justice) de nombreuses mesures ont été prises afin d'assurer à la langue arabe son efficacité et sa valeur dans le domaine du travail et aussi en tant que langue de civilisation.

Dans le système éducatif, le processus d'arabisation a commencé à se développer d'abord dans les deux cycles : le primaire et le secondaire. Il s'est étalé après au niveau supérieur. Cette volonté de renforcer l'enseignement de la langue arabe s'est récemment manifestée à travers plusieurs mesures qui ont été prises par l'ex-ministre de l'éducation et que Benbouzid Boubekeur¹² résume dans ce qui suit :

- La rénovation des contenus d'enseignement par la mise en place de nouveaux manuels scolaires ;
- le lancement d'un vaste programme pluriannuel de formation en cours d'emploi dans le but de perfectionner le niveau des enseignants du primaire et du moyen en exercice ;
- le réaménagement du fonctionnement de l'inspection générale visant à singulariser la supervision, la coordination, le suivi, le contrôle et l'évaluation de l'ensemble des activités pédagogiques concernant la langue arabe. L'objectif étant d'accorder à la langue arabe un statut privilégié ;
- l'augmentation du coefficient de la langue arabe à l'examen du BEM¹³ qui est passé de 4 à 5 ;
- l'augmentation du volume horaire de l'enseignement de l'arabe.

L'ex-ministre de l'éducation nationale¹⁴ affirme que la « *qualification linguistique* » de l'apprenant fait partie également des principaux « *soucis du ministère qui entend n'épargner aucun effort* » pour la valorisation de la langue arabe.

¹¹Taleb-Ibrahimi, Kh . *Les algériens et leur (s) langue (s). Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*. Alger, éd. El Hikma, 1997, p.184

¹²Benbouzid, B. Op-cit.

¹³ Brevet de l'Enseignement Moyen

¹⁴Benbouzid, B. op-cit. p.25

Actuellement, les enseignements dans les facultés des Sciences Economiques et celle de Droit sont assurés en langue arabe. Un enseignement en arabe est également donné dans les facultés de Lettres et de Sciences Humaines. De même que toutes les licences qui préparent l'étudiant à exercer le métier d'enseignant sont totalement arabisées.

En effet, la politique d'arabisation des différentes sciences : juridiques, politiques et humaines, comme le précise Karima Ait Dahmane¹⁵, a été à l'origine de nombreux affrontements et de divisions dans le milieu universitaire « *entre trois courants : arabophone, francophone (dénoncé comme "francophile") et berbérophone* ».

Cette mesure a été également à l'origine d'une transformation en ce qui concerne l'enseignement de la langue française. Ainsi, on lui a attribué différents statuts : de « langue de spécialité », « langue des sciences et techniques », « langue étrangère privilégiée ». Et depuis quelques années elle a été qualifiée de « langue étrangère ». Selon Morsly Dalila¹⁶, les multiples statuts accordés à cette langue expriment « *davantage un malaise qu'un changement conscient de perspective pédagogique* ». Nous pouvons, peut être, trouver une explication à ce malaise dans les nombreuses réformes qu'a connues le système éducatif depuis l'indépendance et cela en réponse aux différentes considérations politiques, sociales et économiques du pays. Le but de ces réaménagements était toujours de préparer l'élève à une vie active en lui assurant un enseignement de qualité.

Même si le désaccord entre les partisans du français ou de l'arabe continue d'exister quelque soit la raison (intérêts à protéger ou autre), nous ne pouvons pas nier que la génération actuelle n'a pas de complexe envers la langue française, au contraire la maîtrise du français représente réellement un véritable acquis.

Nous dirons enfin que le problème n'est pas réellement dans la langue arabe elle-même mais, il réside dans la politique qui a été suivie afin qu'elle soit généralisée. En effet, la réforme qui avait pour but d'arabiser complètement toutes les disciplines a été mal préparée surtout à l'université. Cette réforme était certes, ambitieuse mais, elle ne disposait pas des moyens nécessaires pour réussir cette politique.

¹⁵Ait Dahmane, K. « Enseignement/apprentissage des langues en Algérie entre représentations identitaires et enjeux de la mondialisation ». In, *Synergies Algérie* n°1, 2007. p.175

¹⁶Morsly, D. « Expressions identitaires du sujet face aux langues : le cas de l'Algérie ». Actes du colloque international, *Langage et Praxis*.1990.

L'enseignement du FLE en Algérie

Parlant de l'enseignement/apprentissage du français en Algérie, Bouanani Fari¹⁷ estime « *qu'il se trouve dans une situation de crise et n'incite pas à l'optimisme* ». Ce constat, selon l'auteur, n'est pas personnel mais, il découle de l'avis de la majorité des enseignants algériens qui ont participé à une enquête¹⁸ menée par l'auteur.

Aujourd'hui, la réforme de l'éducation en Algérie ne représente plus un choix mais beaucoup plus un besoin. Cela est dû d'une part aux déficiences qui ont été remarquées dans le rendement de l'ancien système et d'autre part, cette réforme est imposée par les mutations qu'a connues le monde sur divers plans : social, économique, technologique,....

Ainsi, la refonte de notre système éducatif a eu pour conséquence des répercussions sur l'enseignement de manière générale et a touché également l'enseignement du FLE.

Malgré la politique d'arabisation suivie par l'Etat algérien, le français garde toujours un statut fort en Algérie. Il est enseigné dans les écoles algériennes comme première langue étrangère et il est employé aussi dans des situations de communication officielles au même titre que l'arabe institutionnel (à titre d'exemple, le journal officiel de la république algérienne est publié en arabe et en français).

En effet, la mondialisation était à l'origine de diverses mutations qui se sont imposées à notre société. Ce qui a dicté également une revalorisation des échanges et du rôle même de l'enseignement supérieur et de la recherche¹⁹. La langue française continue d'occuper une place privilégiée en Algérie comme le précise Rabah Sebaa : « *Sans être officielle, elle véhicule l'officialité, sans être la langue d'enseignement, elle reste une langue privilégiée de transmission du savoir, sans être la langue d'identité, elle continue de façonner de différentes manières et par plusieurs canaux l'imaginaire collectif* »²⁰.

Certes, dans le système éducatif (primaire, moyen et secondaire), tous les enseignements, y compris ceux des matières scientifiques, se font en arabe. Mais, cette arabisation n'a pas été prolongée dans l'enseignement supérieur spécialement dans certaines spécialités comme l'électronique, l'informatique, la médecine qui sont toujours enseignées en langue française.

¹⁷Bouanani, B. « L'enseignement/apprentissage du français en Algérie : état des lieux ». In, *Synergies Algérie*, n° 3, 2008, p.227

¹⁸La première enquête a été effectuée sur un échantillon de 100 enseignants de lycées durant l'année scolaire 1998/1999 dans le cadre d'un mémoire de magistère. Le même questionnaire a été enrichi et repris dans le cadre d'une recherche visant à préparer une thèse de doctorat à partir de 2002/2003. L'échantillon se compose d'enseignants de tous paliers, variant entre 70 à 110 enseignants.

¹⁹Ait Dahmane, K. Loc-cit. p.178

²⁰Sebaa, R. El Watan du 1^{er} septembre 1999, p.7

Cette situation linguistique à l'université oblige les étudiants, notamment ceux qui s'inscrivent dans les disciplines déjà citées, à maîtriser cette langue afin de réussir leurs études.

Cette situation nous oblige à penser qu'il est important de repenser le statut et la place accordée au français dans le système éducatif. Il devient de ce fait important de revoir les contenus à enseigner et la qualité de l'enseignement du français à tous les niveaux. Ce sont en réalité les objectifs visés par la nouvelle réforme qui a touché les différents paliers de notre système éducatif et même l'enseignement supérieur depuis quelques années.

En effet, le français comme le précise Safia Rahal²¹ « *est incontestablement une des langues qui permettent d'accéder à Internet et n'oublions pas que nous nous situons aux portes de l'Europe et que l'évolution de la technique, de la science, de la vie économique, sociale et culturelle exige une maîtrise parfaite du français* ».

C'est particulièrement pour ces raisons que malgré la politique d'arabisation des divers secteurs en Algérie, le français reste présent dans notre société que ce soit dans la rue, à l'école, à l'université, au travail, et même au foyer.

Cette situation est certes due à de nombreux facteurs comme nous l'avons évoqué plus haut sans oublier les raisons historiques qui ont également toute leur importance. N'oublions pas que les cent trente-ans de colonisation ont laissé leurs traces sur des générations complètes en Algérie.

La nouvelle réforme du système éducatif algérien

Depuis quelques années, l'éducation a connu de nombreuses mutations des systèmes d'enseignement qui se veulent qualitatives. L'objectif primordial de ces changements est de valoriser le potentiel créateur des enfants afin de les préparer à la vie citoyenne.

Ces réformes de l'éducation tendent également à s'ouvrir aux langues étrangères, à la science et aux autres cultures tout en préservant les principales composantes de l'identité nationale.

C'est ainsi que d'importants réaménagements des programmes ont été entamés dans notre système éducatif à partir de la rentrée scolaire 2003. Le français a eu également sa part de cette réforme. De nouvelles mesures ont été prises afin de développer son enseignement.

²¹Rahal, S. Loc-cit

Avant la réforme, les langues étrangères et particulièrement le français occupaient un statut relativement privilégié. Ces langues étaient considérées, selon les propos de Fatiha Fatma Ferhani²²,

comme les parents pauvres de l'enseignement. Cela se vérifiait dans les pratiques au sein des établissements où l'intégration de ces matières dans les emplois du temps se faisait en dernier lieu, au point que les enseignants les qualifiaient familièrement de matières bouche-trous. Par ailleurs, ces disciplines ne jouissaient d'aucun prestige auprès des élèves et de leurs parents.

Avec la rentrée scolaire 2003, des changements ont été introduits au niveau du primaire et du moyen. De nouveaux programmes ont été mis en place en première année primaire et moyenne. Le cycle moyen a connu également un autre changement durant cette année, c'est celui de l'ajout d'une année d'étude, c'est-à-dire 4 ans au lieu de 3 ans dans l'ancien système.

Une autre mesure a été prise concernant l'anglais. L'enseignement de cette langue commencera à partir de la première année moyenne. (Avant, il était dispensé à partir de la huitième année fondamentale).

L'avancement de l'enseignement de la langue anglaise en première année moyenne permet aux élèves de bénéficier de deux ans de plus d'apprentissage de cette langue (4 ans au lieu de 2 ans), par rapport à ce qui se faisait dans l'enseignement fondamental.

Parmi aussi les mesures qui ont été prises et qui ont pour visée le développement et le renforcement de l'enseignement des langues étrangères, l'ouverture d'une nouvelle filière (langues étrangères) au secondaire. Cette branche offre la possibilité à l'élève d'étudier une troisième langue étrangère en plus des deux langues le français et l'anglais dont il a entamé l'enseignement avant le passage au cycle secondaire.

Pour le cycle primaire, l'introduction de l'enseignement du français à ce niveau s'est faite en deux phases :

D'abord, durant la rentrée scolaire 2004/2005, il a été décidé d'introduire l'enseignement de cette langue dès la 2^{ème} année primaire. Cette décision a été accompagnée d'une réorganisation des contenus à enseigner. Bref, cette discipline a connu une refonte complète des programmes d'enseignement.

Selon Benbouzid Boubekour²³, l'introduction de l'enseignement du français dès ce niveau, avait pour ambition de faire en sorte que l'apprentissage du français n'ait pas uniquement pour objectif la communication dans cette langue sur des thèmes simples, mais viserait davantage une maîtrise suffisamment élevée de la langue pour l'utiliser :

²²Ferhani, F-F. « Algérie, l'enseignement du français à la lumière de la réforme ». In, *Le français Aujourd'hui*, 2006/3 n 154, p.12

²³Benbouzid, B. Op-cit. p.84

- comme un outil de communication dans des situations très élaborées afin d'accéder à la pensée et aux connaissances universelles ;
- comme un outil servant à acquérir des connaissances qui se rapportent à certaines disciplines, filières et spécialités de l'enseignement supérieur.

Cependant, l'introduction précoce de l'enseignement de cette langue à partir de la 2^{ème} année de l'enseignement primaire a entraîné des difficultés sur les deux plans : pédagogique et organisationnel. Par conséquent le ministère de l'éducation a décidé, en 2006, d'entamer l'enseignement du français à partir de la 3^{ème} année de l'enseignement primaire.

Par conséquent, la rentrée 2006-2007 a vu une nouvelle réforme concernant le français. L'enseignement du français sera entamé au cycle primaire à partir de la 3^{ème} année au lieu de la deuxième et cela est dû aux effets peu satisfaisants de la décision précédente.

Pour justifier les raisons de cette décision, l'ex-ministre de l'éducation nationale explique que d'une part, la mise en œuvre d'une mesure pareille a entraîné une augmentation significative des besoins en enseignants de cette langue étrangère. « *Or, dans la situation actuelle, le secteur se heurte à un déficit chronique en enseignants de français à tous les niveaux* »²⁴. Cela est dû, selon l'ex-ministre, au fait que les différentes institutions (les instituts de formation et de perfectionnement des maîtres et les écoles normales supérieures), n'arrivent pas à former les effectifs nécessaires pour couvrir, à moyen terme, les demandes du système éducatif. D'autre part, les premières évaluations qui ont été faites afin de voir l'effet qu'a eu l'introduction de l'enseignement du français en 2^{ème} année primaire, de nombreux problèmes ont surgit parmi lesquels l'énorme écart du niveau des apprenants pour ce qui est de l'acquisition de cette langue étrangère, sur les différentes zones du territoire algérien (le Nord, le Sud, les hauts plateaux) cela est dû particulièrement au « manque d'encadrement qualifié ».

La décision de différer l'introduction de l'enseignement de français à la 3^{ème} année primaire a été réfléchi. Elle découle, selon le ministère de l'Education, des avis émis dans les rapports d'un groupe de spécialistes formé d'enseignants, d'inspecteurs et de chercheurs, ayant participé à une journée d'étude portant sur « L'évaluation de l'enseignement des langues étrangères dans le cursus scolaire » du 29 mai 2006.

Les membres ayant participé à cette journée sont parvenus à la conclusion « *qu'une seule année scolaire ne suffit pas pour acquérir les notions élémentaires de la langue*

²⁴Ibid. p.85

d'enseignement (l'arabe) qui est nécessaire pour l'initiation à la première langue étrangère ». ²⁵

Ainsi, à partir de l'année scolaire 2007/2008, l'enseignement du français au cycle primaire sera introduit « officiellement » à partir de la troisième année primaire. Cette décision n'a pas subi jusqu'à présent d'autres changements.

Insistant sur le rôle important de la langue arabe pour apprendre une langue étrangère, Mme Madeleine Rolle Boumellic, secrétaire générale de la FIPF²⁶, estime que l'enseignement du français ne se développera que si les langues nationales sont tenues en compte. Parlant de la francophonie en Algérie, elle dit :

Le français fait partie de la polyglossie algérienne et évolue à sa manière au contact de l'arabe et du berbère [...] Ce n'est pas parce que les jeunes parlent moins bien le français que la francophonie recule. Bien au contraire, comme en témoigne le choix du français dans l'enseignement supérieur pour une grande partie des disciplines. Des décisions sont à prendre quant à un meilleur apprentissage des langues (arabe, français, etc). C'est en optimisant l'enseignement de la langue première que les jeunes maîtriseront facilement les autres langues, dont le français. ²⁷

De son côté, L'Unesco²⁸ recommande la pratique, dans le milieu institutionnel (notamment durant les quatre premières années de la scolarisation), des langues natives de l'enfant. Dès que la personnalité de l'enfant soit forgée et renforcée, le contact de langues devient une nécessité même au lieu de représenter un danger d'aliénation.

En effet, il est question, dans ce cas d'une préservation de la langue maternelle de l'enfant au moins pendant les quatre premières années de sa scolarisation. L'objectif d'une telle démarche ne consiste pas à créer une opposition entre les langues, mais au contraire à leur attribuer « *la place qui leur revient, sans contrarier les lois de la Nature* ».

Ce qui précède, nous amène à la conclusion que l'enseignement de la langue française dans le système éducatif algérien se heurte à deux principaux problèmes :

- Le premier concerne le manque de personnels assurant l'enseignement de cette langue étrangère. Cette situation a eu pour incidence que de nombreuses « divisions pédagogiques » se trouvant dans les endroits éloignés des Hauts-Plateaux et du Sud, n'ont pas eu la chance d'avoir un enseignement régulier en langue française.

²⁵Billal, L. « La réforme de L'enseignement primaire en Algérie ». [En ligne]. Synthèse de Billal algerie-dz.com. D'après le *Quotidien d'Oran*. Mardi 25 juillet 2006. Disponible sur : langues.superforum.fr/t305-reforme-de-l-enseignement-primaire-en-algerie (consulté en 2010).

²⁶Fédération internationale des professeurs de français.

²⁷Tessa, A. « L'enseignement du français ne peut se faire que si l'on tient compte des langues nationales ». [En ligne]. Entretien avec Madeleine Rolle Boumellic. Secrétaire générale de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) paru dans le journal El-Watan, du 5 janvier 2008. Disponible sur : <http://www.djazairiess.com/fr/elwatan/83964> (consulté en 2010).

²⁸Programme D'appui de l'UNESCO à la réforme du système éducatif. *La refonte de la pédagogie en Algérie. Défis et enjeux d'une société en mutation*. Bureau de l'UNESCO pour le Maghreb. Rabat, août 2005.

- Alors que le second problème est celui de la formation des enseignants autrement dit celui de « *la qualité des enseignants de français, puisque seuls 6% de ceux qui exercent au primaire ont le profil requis par la réforme, soit le niveau de la licence* ». ²⁹

Pour ces raisons, Il a été jugé nécessaire, selon l'ex-ministre de l'éducation, « *de concevoir, pour le moyen terme, un plan de formation initiale personnalisée* » qui devrait également couvrir le manque de formateurs sans négliger la qualité de la formation donnée.

Nous estimons que c'est l'objectif visé par la nouvelle réforme en ouvrant la filière langues étrangères dans l'enseignement secondaire général et technologique.

Tous les réaménagements qu'a connus notre système éducatif depuis 2003 et qui ont été clos par celui de la rentrée 2007/2008 concernant l'introduction de l'enseignement du français au cycle primaire à partir de la 3^{ème} année de scolarisation, en parallèle avec d'autres secteurs qui ont été également concernés par la réforme : l'enseignement supérieur (le système LMD) et celui de la formation professionnelle, se trouvent « confrontées à la dure épreuve du terrain ». Certes, ces changements paraissent ambitieux, mais ils ont été accompagnés d'insuffisances qui ont suscité de nombreuses critiques surtout que le terrain n'a pas été réellement préparé pour leur mise en pratique.

Conclusion

Il est clair que, partout dans le monde, les pratiques langagières dépendent du degré de leur usage selon les besoins. Aujourd'hui, avec la mondialisation et la coopération, l'Algérie a pris conscience que l'ouverture sur les langues étrangères devient un besoin important et pressant. En réalité, la langue française demeure la première langue étrangère parlée au sein de la société algérienne. Malgré la politique d'arabisation, cette langue étrangère n'a pas cessé d'exister et d'être largement utilisée.

Jusqu'à présent certains secteurs importants de l'économie nationale tels les banques, les hydrocarbures et l'industrie fonctionnent toujours en français. Ce choix est dicté par de nombreux facteurs qui peuvent se résumer dans ce qui suit : l'Internet, le rapprochement avec l'Union européenne, les échanges et les projets coopératifs. A tout cela s'ajoute le manque flagrant de ressources documentaires scientifiques en langue arabe bien que des efforts soient montrés pour importer et aussi pour traduire des documents.

²⁹Benbouzid, B. Op-cit. p.86

Ces considérations ont été à l'origine des mutations radicales des contenus enseignés et des démarches d'enseignement. Malgré la rupture avec les pratiques pédagogiques précédentes, les nouveaux programmes ont été élaborés tout en prenant en considération les fondements culturels de base de la nation. La langue arabe garde toujours un statut privilégié. Elle demeure la langue dans laquelle toutes les disciplines sont enseignées.

Il faut signaler que ce choix ne constitue nullement un obstacle pour l'ouverture sur le monde. Les langues étrangères continuent d'être enseignées et elles sont toujours considérées comme un moyen pour accéder aux ressources documentaires écrites en langues étrangères et également pour s'ouvrir sur le monde et connaître d'autres cultures. Dans le même sens, Benabed³⁰ précise :

L'apprentissage des langues étrangères ne se limite pas exclusivement à la connaissance approfondie de ces langues en tant que système mais implique l'ouverture sur d'autres cultures et donc la capacité à appréhender les différences culturelles, d'autres systèmes de valeurs, de normes et de comportements linguistiques.

Bien que l'état algérien, avec la nouvelle réforme, ait donné aux langues étrangères notamment le français une importance particulière, le volume horaire accordé à l'enseignement du français demeure insuffisant. Par conséquent, nous jugeons que la dimension temporelle concernant l'enseignement du français dans nos institutions devrait être repensée afin de doter les jeunes apprenants d'outils linguistiques indispensables qui leur permettront de poursuivre et de réussir ultérieurement leurs études universitaires où la langue française, notamment dans les disciplines techniques et scientifiques, domine.

Sans oublier de mettre l'accent sur l'importance de la formation des enseignants qui représente un facteur important pour la réussite de toute réforme éducative. Dans ce sens, nous rejoignons Benabed qui affirme : « *Dans le cadre des mutations imposées par la mondialisation, la réussite de la politique linguistique pour les langues étrangères en Algérie est tributaire d'une prise en charge à la fois des enjeux didactiques et de la formation des praticiens* »³¹.

Références bibliographiques :

- Ait Dahmane, K. « Enseignement/apprentissage des langues en Algérie entre représentations identitaires et enjeux de la mondialisation ». In, *Synergies Algérie* n°1, 2007. pp.173-180.

³⁰Benabed, A. *Les enjeux didactiques de la formation initiale et continue des enseignants d'anglais L2 en contexte algérien : entre objectifs institutionnels et attentes des enseignants*. Thèse de doctorat, Études anglaises : Langue de spécialité, didactique de la langue, université Bordeaux Segalen, 2012.

³¹Ibid.

- Benabed, A. *Les enjeux didactiques de la formation initiale et continue des enseignants d'anglais L2 en contexte algérien : entre objectifs institutionnels et attentes des enseignants*. Thèse de doctorat, Études anglaises : Langue de spécialité, didactique de la langue, université Bordeaux Segalen, 2012.
- Benbouzid, B. *La réforme de l'éducation en Algérie. Enjeux et réalisations*. Alger : Casbah Editions, 2009.
- Billal, L. « La réforme de L'enseignement primaire en Algérie ». [En ligne]. Synthèse de Billal algerie-dz.com. D'après le *Quotidien d'Oran*. Mardi 25 juillet 2006. Disponible sur : langues.superforum.fr/t305-reforme-de-lenseignement-primaire-en-algerie (consulté en 2015).
- Bouanani, F. « L'enseignement/apprentissage du français en Algérie : état des lieux ». In, *Synergies Algérie*, n° 3, 2008, pp. 227-234.
- Bouhadiba, F. « Continuum linguistique ou alternances de codes? ». In, *Cahiers de linguistique et didactique*, 2002, Alger, Dar Elgharb.
- Cheriguen F. « Politiques linguistiques en Algérie ». Vol.52, n°1, 1997, pp.62-73
- Cuq, J.-P. *Dictionnaire de didactique du français*. CLÉ International, 2003.
- Ferhani, F-F. « Algérie, l'enseignement du français à la lumière de la réforme ». In, *Le français Aujourd'hui*, 2006/3 n 154, pp.11-18.
- Grandguillaume, G. « Les langues au Maghreb : des corps en peine de voix ». In, *Esprit immobilisme au Maghreb*, Octobre 2004.
- Irane, B. « Khaoula Taleb Ibrahimy aborde le problème linguistique en Algérie ». [En ligne]. In, *Le Jour d'Algérie*. Publié dans Fédéralisme/autonomie, samedi 30 mai 2009. Disponible sur : iflisen2008.over_blog.com/article-32036913.html. (Consulté le 2 décembre 2009). Disponible sur : iflisen2008.over_blog.com/article-32036913.html. (Consulté en décembre 2015).
- Morsly, D. « Paroles de femmes en textes. De la mise en écriture de l'insécurité linguistique des femmes ». In, *Expressions*, Revue du département de langues, Université Mentouri, Constantine, Algérie. Actes du colloque international : Des femmes et des textes dans l'espace maghrébin, 21-23 Mai 2000.
- Morsly, D. « Expressions identitaires du sujet face aux langues : le cas de l'Algérie ». Actes du colloque international, *Langage et Praxis*. 1990. pp.127-133.
- Nyssen, H. *L'Algérie en 1970, telle que j'ai vue*. In, Jeune Afrique, collection B, Arthaud. Paris, 1970.
- Programme D'appui de l'UNESCO à la réforme du système éducatif. *La refonte de la pédagogie en Algérie. Défis et enjeux d'une société en mutation*. Bureau de l'UNESCO pour le Maghreb. Rabat, août 2005.
- Rahal, S. « La francophonie en Algérie : mythe ou réalité ? » 2001. [En ligne]. Disponible sur : <http://www.initiatives.refer.org/Initiatives-2001/notes/sess610.htm> (consulté en 2015).
- Sebaa, R. El Watan du 1^{er} septembre 1999.

- Sebane, M-A. *L'effet de deux modalités de prise d'informations sur la compréhension et la production d'un texte explicatif en FLE chez les étudiants de magistère d'économie*. Thèse en didactique. Université Ibn Badis –Mostaganem, 2008.
- Taleb-Ibrahimi, Kh. *Les algériens et leur (s) langue (s). Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*. Alger, éd. El Hikma, 1997.
- Tessa, A. « L'enseignement du français ne peut se faire que si l'on tient compte des langues nationales ». [En ligne]. Entretien avec Madeleine Rolle Boumellic. Secrétaire générale de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) paru dans le journal El-Watan, du 5 janvier 2008. Disponible sur : <http://www.djazairess.com/fr/elwatan/83964> (consulté en 2012).
- Yelles, M. « Pour en finir avec le patrimoine ? Production identitaire et métissage dans le champ culturel algérien ». In, *Revue Insaniyat*, n°12, Oran, CRASC, 2002.